

Lettre ouverte de la Coordination Sociale des Marolles

Constatations du secteur associatif du quartier des Marolles : des sans-papiers deviennent des sans-abri...

Depuis le démantèlement d'un réseau de traite des êtres humains en octobre dernier, les victimes du réseau, des Indiens, ont commencé à squatter la rue, faute de prise en charge, livrés à eux-mêmes. L'information concernant le plan hivernal leur a été communiquée. Un avis d'expulsion leur aurait été donné... Sept mois se sont écoulés... Ils sont toujours là... Démunis, comme nous !

Certains se sont installés sur la dalle de la Querelle. Le secteur associatif a été confronté pour la première fois à ce type de « problème ». Au départ, les énergies tant associatives qu'émanant des habitants eux-mêmes ont été diverses et éparpillées, mais nécessaires. Un travail de concertation, de communication, d'échange de compétences a ensuite été mis sur pied au sein de la Coordination Sociale des Marolles sans pour autant résoudre la situation de ces sans-papiers et les conséquences actuelles. Le secteur associatif du quartier n'a pas mesuré l'ampleur du problème et s'est bien vite senti démuni et impuissant d'autant plus que l'aide fournie aux personnes sur place a pour effet pervers de les installer de manière insidieuse.

L'objectif des Indiens présents sur le quartier est de passer en Angleterre. La Belgique n'étant qu'une escale. Ils font bloc avec cet unique objectif commun, renvoyant les travailleurs sociaux à leurs propres limites : rien ne peut être construit avec eux puisque l'aide proposée ne va pas dans le sens de la réalisation de leur objectif. Les Indiens ne sont pas satisfaits de ce que peuvent leur offrir les services.

Les ports étant contrôlés, les Indiens refoulés à la frontière reviennent à Bruxelles : ils en connaissent les services disponibles. Les chanceux, ceux pour qui le passage en Angleterre a été possible, entretiennent le mythe auprès de ceux restés sur le « sol Bruxellois ».

Humainement, les conditions de vie de ces personnes sont difficiles. À cela s'ajoutent des problèmes d'hygiène et de santé publique. Les services d'aide aux sans-abri du quartier constatent une détérioration de la santé des Indiens, le secteur associatif est également inquiet de l'impact de celle-ci au niveau du quartier : puces, varicelle, gale, besoins naturels à même la rue... autant de menaces pour les habitants dont les enfants fréquentent le terrain de sport de la cité.

Le groupe des Indiens de la Querelle est efficacement organisé pour tirer un maximum d'avantages et minimiser les désavantages de leur situation (rondes, surveillance des objets personnels..).

La langue est une barrière difficilement franchissable par les travailleurs sociaux. Celle-ci varie selon la caste. Les *supposés* passeurs parlent l'italien, l'anglais ou une langue de l'est et sont souvent les intermédiaires entre les travailleurs sociaux et le groupe (les travailleurs sociaux pratiquant ces langues). Le groupe d'Indiens est sous la coupe de meneurs qui font écran par la langue et des jeux de pouvoirs internes sont constatés.

Le groupe d'Indiens grossit sans cesse. Les adresses des services disponibles sur le quartier attirent de nouveaux arrivants. Les travailleurs sociaux sont pris entre le marteau et l'enclume, ils se questionnent sur l'attitude citoyenne à adopter : constater une augmentation de nouveaux sans-papiers en danger implique le risque d'un contrôle et un risque de rapatriement. Ce rôle d'alerte suppose un rôle de dénonciation... et notre objectif n'est pas de mettre ces personnes plus à mal qu'elles ne le sont déjà !

Les institutions sont saturées ! Le problème des sans-papiers a été pris en charge par des services pour lesquels ce n'était pas la mission première. La conséquence étant, entre autre, la création de conflits et d'animosité entre la population sans-abri et les sans-papiers. Les premiers se sentant démunis, désavantagés, voir exclus des services qui leur sont destinés ; les seconds entrant dans une démarche revendicative de droits, de services, d'égalité, usant de la *débrouille* pour s'en sortir (trafic de tickets douche par exemple).

Le secteur associatif entre lui aussi dans un système de « débrouille » pour venir en aide à ces personnes, s'écartant par là même de ses propres missions... jusqu'à saturation. Les associations et le secteur d'aide aux sans-abri ont tenté de gérer un problème qui les dépassait. Le quartier et les services ne peuvent absorber sans limite les nouveaux arrivants. Que faire aujourd'hui ? Les réponses que nous pourrions apporter ne sont pas satisfaisantes, nos moyens ne sont pas suffisants, nos missions ne nous le permettent pas...

La situation inhumaine des Indiens met les professionnels dans une situation d'échec : nous ne pouvons offrir à ces personnes ce qu'elles attendent, nous sommes freinés par la masse, par la loi, par les moyens, par les missions... Nous sommes inquiets quant à leur avenir, leur santé physique et mentale ; quant à la vie de quartier fortement perturbée dont les sentiments à leur égard ne sont plus *si* sympathiques et *si* compatissants ; quant à nous, professionnels, démunis, désorientés, sans ressources, sans solution... Comment et combien de temps tiendrons-nous tous avant que les politiques ne prennent des décisions nécessaires et attendues ? Que faire avec ces personnes jetées à la rue, oubliées, cachées, refusées ? Aujourd'hui, ces sans-papiers sont devenus des sans-abri.

Coordination Sociale des Marolles